Philippe BLANCHET, *Discriminations : combattre la
glottophobie*

Paris, Éd. Textuel, coll. Petite Encyclopédie critique, 2016, 192 pages

Touriya Fili-Tullon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10883>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10883

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 404-406

ISBN : 978-2-8143-0313-3

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Touriya Fili-Tullon, « Philippe BLANCHET, *Discriminations : combattre la glottophobie* », *Questions de communication* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 13 mars 2017, consulté le 10 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10883> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10883>

participe le djihadisme dans sa destruction des signes de ce dernier. Ce présentisme se manifeste par la dissémination de tout « sujet historique » (p. 163). En témoignent la crise des partis, l'hétérogénéité des acteurs et la confusion d'un mouvement tel que les « bonnets rouges » (pp. 164-165). Cependant, le retour du religieux (p. 167) en témoigne, qu'il prenne la forme de constitution de communautés, de référence politique (la manif pour tous) ou de « référence révolutionnaire » (p. 168), ce qui est le cas depuis au moins la révolution iranienne de 1979, la dimension eschatologique n'a pas disparu. Ce rôle du religieux se manifeste entre autres revendications par celle de l'Islam comme « idéal de justice radicale » (p. 170). Situer dans cette perspective « l'islamisation d'une partie de cette radicalité » (p. 171) implique pour l'auteur de renoncer à une logique de déradicalisation, de toute façon impuissante à prendre la mesure du phénomène (pp. 175-179) pour définir une nouvelle radicalité dont le dernier chapitre de l'ouvrage veut faire l'éloge (pp. 173-195).

Ces nouvelles formes de radicalisation, l'auteur en voit le signe au travers de démarches artistiques (pp. 180-183), d'interventions mettant en avant une expertise populaire (pp. 184-188). Des formes d'action – en rupture avec des logiques de pouvoir (pp. 189-193) – visent non à prendre ce dernier mais à obtenir un « gouvernement obéissant » (p. 190) et à penser autrement, notamment au regard de la logique de discipline et de fidélité à l'événement proposée par un Alain Badiou (pp. 194-195). La problématique de l'organisation est plutôt celle d'une « nouvelle culture d'organisation qui s'améliore à l'épreuve des événements » (p. 196), telle que l'auteur la voit, par exemple dans les zones à défendre. La question, en dernière instance revient donc au peuple.

À terme, face à la proposition politique de « la conversion de soi, la fin de l'histoire et le martyr comme libération » (p. 206), posée par le djihadisme, ce qui manque serait donc, pour l'auteur « la politique comme puissance subjective » (p. 206), à condition de ne pas revenir aux référents structurant du siècle passé – la lutte des classes comme « référentiel social » (p. 207) – ni de vouloir « refonder » quoi que ce soit, mais bien de laisser sa chance à la créativité humaine, sans craindre le dissensus, et d'ouvrir un nouveau récit.

À la lecture de ces derniers chapitres, la question se pose alors de savoir dans quelle mesure les évolutions récentes relatives au terrorisme djihadiste, tel du moins qu'il se présente en France, est véritablement l'objet de l'ouvrage, ou si l'écriture de ce dernier n'est pas

l'occasion de réaffirmer une perspective spécifique sur le devenir du politique. Par l'élargissement de l'enquête en même temps que des choix faits relativement à l'intelligibilité des phénomènes récents, l'auteur adopte en fait une perspective qui n'est pas sans rapport avec une posture apocalyptique, voire prophétique, qui essaie de lire les signes du présent. Cette posture est elle-même le fruit d'une sorte de révélation ou de conversion, lié à la ruine de certains modèles politiques (voir le chapitre 6). De ce point de vue, s'il apparaît utile de prendre une perspective critique, notamment au regard du couple radicalisation/déradicalisation et, au-delà des causes, d'explorer des raisons, la manière dont un tel projet est mené ne va pas nécessairement sans pathos, passant des djihadistes martyr au peuple ou à la jeunesse martyr des évolutions contemporaines. Enfin, l'appel au politique posé comme alternative à la proposition du djihadisme peut apparaître au lecteur extérieur comme relativement faible et ayant des difficultés à se séparer d'une refondation classique du politique.

Laurent Husson

Écritures, université de Lorraine, F-57000
laurent.husson@univ-lorraine.fr

Philippe BLANCHET, *Discriminations : combattre la glottophobie*

Paris, Éd. Textuel, coll. Petite Encyclopédie critique, 2016, 192 pages

Dans son livre au titre clairement militant, *Discriminations : combattre la glottophobie* (coll. Petite Encyclopédie critique, éditions Textuel, 2016), Philippe Blanchet fait un état des lieux accablant de l'usage discriminant de la langue française et appelle à résister à ce qu'il qualifie de glottophobie. Ce livre largement documenté et néanmoins accessible entend attirer l'attention sur un angle aveugle de la loi française sur les discriminations.

L'injonction du titre, « combattre la glottophobie », ne laisse pas de doute sur l'intention militante de cet ouvrage tendu entre le souci de la précision académique et le ton polémique. Fallait-il pour autant forger un mot pour dire ce que tout le monde semble connaître : ce mépris ordinaire pour tout ce qui n'est pas la langue normée ? Il semblerait que oui, et Philippe Blanchet propose un état des lieux qui prouve bien à quel point cette forme de discrimination reste largement méconnue ou simplement ignorée (aux deux sens du terme). Tout cela avec la complicité silencieuse des nombreux textes de lois voire avec une glottophobie caractérisée. Le processus hégémonique

à l'œuvre dans toute idéologie cherche à écarter tout ce qui viendrait le contredire (p. 53). Paradoxalement, c'est avec les meilleures intentions du monde que l'on acquiesce en chœur à ce contrôle sur les perceptions.

Donc loin d'être un néologisme superfétatoire, le mot glottophobie se rattache à la sociolinguistique et renvoie à des réalités complexes, imbriquées les unes dans les autres, réactivées sans cesse pour des raisons idéologiques. Ce livre sert donc une mise au point autour de la question. Ce que le mot de glottophobie dit de plus que la périphrase « discrimination linguistique » ou le mot « linguisme », forgé par des chercheurs sur le modèle de racisme, c'est l'insistance « sur les dimensions humaines et sociales des discriminations linguistiques ». Et c'est à la fois en tant que sociolinguiste et que membre de la Ligue des Droits de l'Homme que Philippe Blanchet écrit cet essai percutant et engagé.

Dans la droite ligne éditoriale des éditions Textuel et de la collection « Petite Encyclopédie critique », ce petit livre dense réussit le pari d'allier l'efficacité argumentative à la rigueur académique, avec de multiples renvois à des publications antérieures qui ancrent l'ouvrage dans une plus vaste réflexion sur les politiques linguistiques.

L'élan militant, toujours soutenu par l'expertise du sociolinguiste, s'exprime en cinq temps : après avoir révélé l'étendue de cette discrimination « largement ignorée », la première partie introductive attire l'attention sur les conséquences dramatiques qui en découlent. Ce que les deux parties suivantes détaillent avec plus de précision en justifiant la création du terme de « glottophobie ». Nommer le mal permettrait peut-être de sortir du « cercle vicieux de la minoration et de la majoration sociolinguistiques ». Mais l'auteur ne fait pas que nommer, il analyse la manière dont une certaine tradition glottophobe réussit à se maintenir en s'assurant de la complicité d'agents et d'instances devenus les gardiens d'une langue standard désincarnée et érigée en canon. L'élaboration de ce canon linguistique, forgé non pas sur le modèle des pratiques linguistiques effectives, mais selon une vision fantasmée de la langue, sert à imposer un modèle élitiste hégémonique.

La quatrième partie de l'ouvrage étudie une série d'exemples empruntés aussi bien à des pratiques et à des textes officiels, qu'à des témoignages individuels qui donnent sans doute de manière plus significative la mesure de l'insécurité linguistique de toutes celles et tous ceux qui se trouvent un jour

ou l'autre en situation de discrimination linguistique. Enfin, la dernière partie propose des pistes pour combattre la glottophobie en soulignant tout d'abord quelques principes qui remettent à l'échelle humaine notre rapport aux langues, en invitant à repenser les pratiques éducatives pour une glottopolitique qui intègre la pluralité et la diversité linguistiques. Conscient de l'étendue du chantier et du chemin à parcourir avant que n'émerge un nouveau rapport aux langues, Philippe Blanchet propose de « commencer par une pratique personnelle consciente et vigilante ».

La question de la langue est éminemment politique. Pierre Bourdieu avait montré dans *Ce que parler veut dire* (Paris, Fayard, 1982) comment le fait de cultiver une distinction linguistique et de la « capitaliser » était un moyen d'imposer un pouvoir. Plus récemment, Claude Morilhat (*Empire du langage ou impérialisme langagier ?*, Lausanne, éd. Page deux, coll. Cahiers libres, 2008) a forgé le terme « linguisme » pour désigner cet « impérialisme langagier ». Dans les études sur le genre, on s'intéresse depuis quelques années à la manière dont l'utilisation du masculin pour désigner le neutre enferme le féminin dans la stricte sphère du « e » muet. Et l'auteur n'omet pas de s'excuser de ne pas avoir respecté les marques alternatives de genre qu'il est habitué à utiliser dans ses écrits et auxquelles il a dû renoncer à la demande de l'éditeur.

Outre les sciences humaines, la littérature postcoloniale a souvent opposé une forme de résistance poétique à l'hégémonie du centre (français, parisien) en subvertissant la langue et en l'obligeant à l'hospitalité. Dans *Le Livre de l'hospitalité* (Paris, Gallimard, 1991), Edmond Jabès consacre un fragment sous forme d'un dialogue autour du rapport entre le sujet et la langue choisie et la manière dont l'étranger peut librement l'habiter. Loin de se résumer à de simples postures intellectuelles ou à ne se situer que sur le plan symbolique, linguistique ou culturel, ce débat est aussi un débat de société(s), donc également économique et politique.

La langue française n'est d'ailleurs pas la seule à ériger un canon standardisé. D'autres langues présentent le même syndrome glottophobique, allant parfois jusqu'à créer une koiné elle-même calquée sur la perfection supposée d'une langue sacrée. Mais la langue française, contrairement à d'autres langues, s'est toujours prévalu d'avoir vocation à s'exporter et, nous dit-on, à créer cette communauté de valeurs appelée francophonie. On pourrait être tenté de penser que cette circulation de la langue la prédisposait à devenir un outil capable d'embrasser toutes les diversités. Il n'en est rien puisque tout écart, toute subversion

de la norme restent confinés dans des sphères de minoration : les banlieues des villes ou les banlieues de la littérature ne réussissent pas à changer le processus de la prescription et de la proscription institutionnalisées.

Présentée comme originelle et intrinsèque par les pratiques prescriptives, la norme est complètement intégrée, alors qu'en réalité elle n'est que le résultat de productions humaines. Et certes, d'un point de vue éthique, les discriminations linguistiques sont évidentes, en revanche, d'un point de vue juridique, en France, ces discriminations sont considérées comme des « différenciations acceptables, discriminatoires mais non pas discriminantes » (p. 40). Selon l'auteur, l'idéologie de la pureté et de l'homogénéité appliquée aux pratiques sociales – dont la langue constituée au XIX^e siècle – semble ignorer qu'une langue sans locuteurs et locutrices réel.le.s n'existe pas. Or, le monde linguistique est un ensemble de pratiques diverses et hétérogènes. D'aucun.e.s s'empresseront de dire mais alors faut-il abolir les règles de grammaire ?

La notion de correction linguistique est fondée sur des critères arbitraires et surtout élitistes. Des travaux, dont ceux de Didier de Robillard (« Le concept d'insécurité linguistique : à la recherche d'un mode d'emploi », in : Bavoux, C. *Français régionaux et insécurité linguistique*, Paris, Éd. L'Harmattan/Université de la Réunion, 1996, p. 55-76) et de Pierre Davy (*Étude sociolinguistique du phénomène d'hyper-correction dans le français parlé de Guadeloupe*, thèse de doctorat, université de Tours, 1977), tous les deux cités dans cet ouvrage, l'ont démontré. L'école joue donc un rôle particulier dans le développement d'un modèle linguistique fantasmé et totalement coupé des pratiques linguistiques quotidiennes des élèves qui peuvent opposer une violence verbale à cette violence symbolique que l'institution exerce sur eux (elles). Par conséquent, le prétendu projet d'intégration par l'école trouve ses limites dans ce choix d'une langue hégémonique qui met d'emblée l'élève en situation d'échec. Le sentiment d'échec vient sans doute par l'intégration du schéma d'infériorisation lié à la promotion de cette norme linguistique comme juste et légitime. Pourtant, les pratiques linguistiques hétérogènes ne se limitent pas à des pratiques marginales et restreintes. Bien au contraire. Mais il reste une forme d'ambiguïté chez ceux-là mêmes qui prétendent parfois lutter contre la standardisation et qui ne font que reproduire le même modèle normatif. Enfin, en attendant qu'on établisse le plurilinguisme et le contact des langues comme un état de fait et que disparaisse cette idée saugrenue sur laquelle se fonde la glottophobie et qui

consiste à croire que les langues pourraient coexister sans se mélanger, l'auteur en appelle à un monde humaniste où l'on adapterait les langues aux besoins plutôt que d'adapter les humains à une langue.

Touriya Fili-Tullon

Passages XX-XXI, université Lumière-Lyon 2, F-69007

Touriya.FiliTullon@univ-lyon2.fr

Diane H. BODART, *Pouvoirs du portrait sous les Habsbourg d'Espagne*

Paris, Éd. Institut national d'histoire de l'art, coll. L'Art et l'essai, 2011, 558 pages

Ce bel ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2003, peut être lu avec sur une table à côté, le « beau livre », *Charles Quint, 1500-1558* dirigé par Hugo Soly (Arles, Actes Sud, 2000). Beauté et laideur préoccupent Diane Bodart, notamment par rapport à la relation entre l'apparence physique et le pouvoir. Les toiles du Titien – Tezziano Vecellio – consacrées à Charles Quint, à Philippe II et à d'autres membres des Habsbourg, et en tout premier lieu à « Charles Quint à la bataille de Mülberg » (1548), actuellement au Prado à Madrid, sont au cœur de sa réflexion sur le « pouvoir du portrait », et les « portraits des puissants ». Charles Quint aurait été tout à la fois le souverain le plus puissant et le plus laid d'Europe. Il souffrait d'une « prognathie mandibulaire », une malformation de la bouche procédant d'une débilité de la mâchoire forme la plus grave d'une tare qui affectait plusieurs membres des Habsbourg d'Autriche, et dont Charles Quint aurait pu hériter de son grand-père bourguignon, Charles le Téméraire.

Fortement ancré dans l'histoire de l'art, cet essai bien documenté et illustré avec pertinence, éclaire ceux qui, dans les champs de l'information et de la communication, réfléchissent aux pouvoirs des symboles, à la représentation/re-présentation et monstration. Comment dépeindre un souverain au physique ingrat ? Titien, portraitiste prudent et habile dans l'art de masquer et d'idéaliser, ne donne-t-il pas le la que d'autres s'empressent de suivre ? Comment du reste éviter l'écueil entre ressemblance, idéalisation et transformation d'un défaut physique en signe de vertu, de *gravitas* ?

L'auteure cerne avec subtilité les résonances trompeuses du mot « propagande ». L'accumulation de ses connotations depuis la Révolution française et les idéologies des XIX^e et XX^e siècles forme une série de sédiments qui masque les notions liées à *propagare*, promotion et diffusion de la foi, foi chrétienne au